

# DOCUMENTS

---

## CANCUN : DOCTRINES ET RESULTATS

Par

A. BENACHENHOU\*

L'analyse de la préparation, du déroulement et des résultats de la conférence sur la Coopération Internationale pour le Développement dite «Sommet de Cancun» est utile pour la compréhension de l'évolution récente des rapports économiques internationaux, des stratégies qui les structurent et des doctrines qui fondent ces stratégies.

L'objet de cette étude est de mettre en valeur la nature de ces stratégies, les résultats atteints et les perspectives dans un futur proche.

Cette étude comprendra trois parties.

- 1ère partie : Objet et limites de la réunion de Cancun.
- 2ème partie : Les doctrines en présence.
- 3ème partie : Les résultats et les perspectives.

### 1ère PARTIE : OBJET ET LIMITES DE LA REUNION DE CANCUN.

Sur initiative de l'Algérie, le 6ème Sommet des pays non-alignés, tenu à la Havane en septembre 1979, a demandé l'ouverture au sein des Nations-Unies de négociations globales en vue de la mise en œuvre du Nouvel Ordre Economique International. Cette demande a été, aux yeux de ses promoteurs, rendue indispensable par la lenteur des négociations sectorielles, la fragilité de leurs résultats et l'absence évidente de volonté politique pour faire aboutir ces négociations au sein des institutions spécialisées.

Après l'échec de la Conférence de Paris sur la Coopération Economique Internationale, les négociations ou les discussions sur le programme intégré des produits de base, sur le code de conduite, la réforme du système monétaire international, le système généralisé de préférences ont abouti à des résultats négligeables sinon nuls.

Les éléments suivants peuvent illustrer la lenteur des négociations et la fragilité des résultats.

— La mise en œuvre du Programme Intégré pour les produits de base au sein de la CNUCED se heurte d'abord aux difficultés à réunir le financement nécessaire au fonctionnement du Fonds Commun mais aussi et surtout à l'obstacle majeur de la lenteur des négociations en vue des accords internationaux par produit. Ces accords constituent l'ossature de base du Programme mais un certain nombre de pays gros acheteurs, dont les Etats-Unis, s'opposent formellement à leur conclusion.

---

\* *Professeur Agrégé – Secrétaire Général de l'Association des Economistes du Tiers-Monde.*

— Les négociations commerciales.

Ces négociations ont pour objectif la mise en œuvre du Système Généralisé de Préférences fondé sur les principes de généralisation, de non discrimination et de non réciprocité. Or les pratiques commerciales actuelles

s'inscrivent toutes à l'encontre de ces principes de base, soit que certains produits sont exclus en raison de leur niveau de transformation, ou de leur compétitivité dite «excessive», soit en raison de l'identité même de leur origine (pays de l'OPEP), soit en raison d'une clause de réciprocité non écrite comme c'est le cas dans le cadre des négociations de l'Accord Multifibres.

— Les négociations sur le code de conduite en matière de transfert de technologie, engagées depuis 1972, sont aussi dans l'impasse, parce que le caractère obligatoire du code est rejeté par certains et que sa mise en œuvre suppose des moyens d'information incompatibles avec le secret dont s'entourent très normalement les firmes au point que l'on peut se demander si les objectifs recherchés par le Tiers-Monde ne pourraient pas être atteints par d'autres moyens, non négociables comme nous l'avons démontré dans notre ouvrage «Le Tiers-Monde en jeu».

— La réforme du Système Monétaire International.

Les questions fondamentales liées à la réforme du SMI n'ont même pas été discutées puisque leur inscription suppose l'accord des puissances dominant le FMI et la Banque Mondiale. C'est en quelque sorte de «l'extérieur» que ces questions ont été soulevées soit par les pays du Nord, comme l'idée de la création d'une filiale Energie à la Banque Mondiale soit par les pays du Sud, comme la refonte du système de pouvoirs.

En adoptant, en septembre 1979, la Résolution 34/138, l'Assemblée Générale des Nations-Unies révélait la volonté de la communauté internationale d'entamer le processus des Négociations Globales au sein des Nations-Unies (1).

L'ouverture de ces Négociations Globales a été entravée au cours de la session spéciale des Nations-Unies convoquée, l'été 1980, pour en déterminer l'ordre du jour et la procédure, par la volonté délibérée des Etats-Unis, de la Grande Bretagne et de la RFA qui, au motif de la procédure, s'opposaient en réalité au lancement des négociations et à la solution des problèmes de fond.

En effet, au plan de la procédure, ces pays refusent que les décisions finales soient prises par un organisme regroupant l'ensemble des Etats de la communauté mondiale et donnent la préférence aux institutions spécialisées (tels que le FMI ou la BIRD par exemple), dans lesquelles, comme on le sait, le système des votes pondérés leur assure qu'aucune réforme structurelle ne peut être adoptée sans leur accord. De cette manière, les Négociations Globales, dans leur objet et leur méthode, deviennent en fait des négociations sur les problèmes intéressant essentiellement le Nord, c'est-à-dire les prix et les quantités de pétrole, abstraction faite de la réforme du SMI, de l'ouverture des marchés, du code de conduite, etc... Après des discussions laborieuses, un compromis fut trouvé selon lequel les prérogatives

---

(1) En se référant à cette résolution, on parlera de Négociations Globales avec des majuscules.

des Organismes Spécialisés seraient respectées en définitive mais dans le cadre des orientations données par l'Administration américaine au motif d'une « méconnaissance des dossiers ».

Dans ce climat la réunion de Cancun a pour objet de débloquent politiquement la situation et de permettre une relance des Négociations Globales. Le Communiqué de presse de la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères, préparatoire du Sommet, indique très clairement la nature de cette réunion. Il s'agit « d'une réunion à caractère politique qui se tiendra dans une atmosphère ouverte et informelle ne donnant pas lieu à des négociations mais fournissant l'occasion d'un échange de vues sur les problèmes majeurs de la Coopération Internationale pour le Développement ». Selon les Ministres, la réunion « sans liens formels avec le processus des Négociations Globales a néanmoins comme objectif d'atteindre un accord sur le processus des Négociations Globales par une vision commune et une impulsion politique par les Chefs d'Etat et des Gouvernements » (1).

De ce fait, la réunion de Cancun a pour fonction de créer un climat moral favorable au lancement des Négociations Globales. Ceci étant, plusieurs limites ont pu être identifiées avant même l'ouverture de la réunion.

En premier lieu, la nature du processus d'invitations était telle que certains pays n'ont pas pu être invités ou ont décidé de ne pas participer de leur propre gré. Les Etats-Unis ont opposé un veto à la participation de Cuba, soulevant ainsi le problème important de l'absence à cette réunion du pays assurant la Présidence du Mouvement des Non-Alignés, et qui au cours des dernières années, avait pris des initiatives non négligeables en faveur de l'établissement du Nouvel Ordre Economique International. Parmi ces initiatives, il faut citer le discours du Chef de l'Etat Cubain devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies en Septembre 1979 et la réunion à la Havane au mois d'Avril 1981 du 2ème Congrès de l'Association des Economistes du Tiers-Monde.

Selon les opinions, l'absence de Cuba à Cancun reflète l'hostilité croissante des Etats-Unis au Mouvement des Non-Alignés ou simplement leur désir d'écarter du Sommet un pays qu'ils considèrent comme défendant des vues trop extrémistes à leur goût.

L'absence de l'Union Soviétique, pourtant officiellement invitée, relève d'une autre problématique. Ce pays, ainsi que nous le montrerons plus loin, a vis-à-vis des réunions globales sur le Nouvel Ordre Economique International une attitude conforme à ses principes et a, à la veille du Sommet, invité les pays du Tiers-Monde à ne pas nourrir trop d'illusions sur les résultats qu'on pouvait en attendre.

La deuxième limite de la réunion de Cancun est que les pays présents n'avaient pas de mandat pour représenter tous les Etats de la Communauté Internationale. Si des propositions avaient été faites en vue de parvenir à ce processus de représentation, elles n'ont pas abouti et de facto les pays présents à Cancun ont parlé en leur propre nom même si les listes des pays participants indiquent une représentativité géographique mais aussi socio-économique et passablement socio-politique des pays du Tiers-Monde.

---

(1) *Press Release on the Preparatory Meeting of Ministers of Foreign Affairs. Cancun 1-2 August 1981.*

Bien entendu, des consultations ont eu lieu et elles ont permis de connaître les points de vue des pays absents sur les questions à débattre au Sommet de Cancun. De même, l'identité des pays participants assurait une représentation convenable tenant compte des spécificités économiques et politiques, aussi bien dans le Sud que dans le Nord.

La troisième limite de la réunion résidait dans la liste des thèmes soumis à la discussion du sommet. Les quatre thèmes retenus :

- sécurité alimentaire et développement agricole
- produits de base, commerce et industrialisation
- énergie
- problèmes monétaires et financiers

ne couvrent évidemment pas la totalité des questions pertinentes de la coopération internationale pour le développement, même si leur examen touche nécessairement à toutes ces questions là.

On doit noter en particulier que la question centrale de l'industrialisation est essentiellement vue à travers l'aspect commercial (ouverture des débouchés pour les produits industriels) et beaucoup moins à travers les aspects technologique et financier qui en constituent pourtant le noyau essentiel. De même, la question du code de conduite et du statut des entreprises transnationales dans les pays du Tiers-Monde n'est pas abordée de manière frontale même si leur traitement est inévitable lorsqu'on parle réellement des produits de base, de l'énergie, etc...

Enfin, la dernière limite de la réunion au Sommet est constituée par la procédure mise en place qui ne prévoit ni ordre du jour précis, ni procédure de décisions, ni communiqué final du Sommet. Celui-ci est remplacé par un résumé produit par les deux co-présidents de la réunion publié effectivement le 23 Octobre au soir à l'issue du Sommet, mais qui, quoique négocié mot à mot, n'engage que ses rédacteurs.

Etant données toutes ces limites de la réunion, et étant donnée l'importance de l'objectif que constitue la relance des Négociations Globales, il est utile avant de passer en revue les résultats principaux de la réunion, de rendre compte des conceptions qui se sont faites jour et qui ont prévalu lors du déroulement de ce Sommet et qui, au fond, expliquent bien les interprétations qui en ont été données ultérieurement.

## **2ème PARTIE : LES DOCTRINES EN PRESENCE**

Tout en courant le risque de la schématisation, mais par souci de mettre au clair les éléments essentiels, il est possible d'identifier quatre conceptions en présence : le fondamentalisme américain, le réformisme français, le réalisme soviétique et le solidarisme du Tiers-Monde.

### 1. *Le Fondamentalisme Américain*

La position américaine à Cancun, largement suivie sinon même dépassée par la Grande Bretagne, (1) puise son sens dans une conception fondamentaliste du monde que le Président REAGAN a eu l'occasion d'exposer maintes fois au cours des derniers mois et tout récemment encore le 15 Octobre à Philadelphie devant le Conseil des Affaires Mondiales. Cette conception repose sur le postulat que l'exercice de la liberté, et en particulier de la liberté d'entreprendre, constitue le moteur essentiel de la réussite individuelle, et à travers elle, de la réussite économique des pays. Comme on le sait, ce postulat a pour le Président REAGAN, des conséquences sur le plan interne et sur le plan international. Sur le plan interne, son administration s'est appliquée à restituer au maximum l'initiative et les moyens d'entreprendre aux citoyens et aux entreprises à travers les réformes fiscales et la réduction des dépenses publiques. L'idée de base est de redonner aux Américains le goût et les moyens d'entreprendre en limitant la charge fiscale et en réduisant simultanément les dépenses publiques. C'est ce que l'on appelle les «Reaganomics». Nous verrons plus loin leur portée pratique.

Sur le plan international, le fondamentalisme a abouti à trois idées essentielles :

1) Il n'y pas d'incompatibilité entre les stratégies des firmes transnationales qui investissent, produisent, font des profits et les impératifs du développement des pays du Tiers-Monde.

La libre entreprise, et en particulier l'entreprise étrangère, peut et doit faire la prospérité des pays du Tiers-Monde, comme elle a fait la prospérité des Etats-Unis et de l'Europe. En conséquence, la communauté internationale, comme les Etats, doit œuvrer à créer une atmosphère favorable à l'entreprise privée, locale ou étrangère, qui, dans cette conception, constitue le meilleur opérateur en matière de transfert des ressources, de technologie et de marché.

2) Toute révolte populaire dans le Tiers-Monde doit être identifiée comme une subversion soviéto-cubaine et ne peut être liée aux contradictions du développement dépendant puisque le sous-développement est analysé simplement comme un manque d'esprit d'entreprise et/ou un effet de l'attitude hostile vis-à-vis des investissements étrangers. En ce qui concerne l'Amérique Latine, en particulier, il importera moins de savoir si les opinions publique sont en mesure de s'exprimer que de constater qu'elles n'ont exprimé aucun point de vue hostile à la libre entreprise et à l'exploitation.

---

(1) *A Cancun, Mme Thatcher a officiellement déclaré : «Il est utile pour chaque Gouvernement de créer un cadre dans lequel l'initiative et l'énergie de ses citoyens puissent se développer. Nous croyons que l'histoire économique depuis la Guerre montre que les systèmes politiques qui fournissent le maximum de liberté au secteur privé, qui encouragent et ne limitent pas le commerce et l'investissement sont ceux qui ont le mieux réussi. Le Premier Ministre a déclaré à l'issue de la réunion ne pas «bien comprendre ce qu'on entendait par Négociations Globales».*

3) La communauté internationale doit particulièrement veiller à lever les obstacles qui s'opposent à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des hommes et mettre fin aux entraves liées par exemple à l'existence de zones monétaires.

Ce fondamentalisme américain a directement influencé un rapport récent de la Banque Mondiale, sous la direction de l'économiste américain Elliot BERG et intitulé «Le développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara». Ce rapport, après avoir sérieusement analysé les effets des colonisations sur les économies et les sociétés africaines, après avoir fustigé le gaspillage des bureaucraties locales et leurs faibles performances de conception et de gestion économiques présentent trois idées fondamentales pour l'avenir, toutes inspirées par le credo du libéralisme économique.

La première idée concerne le développement agricole. Prenant fait et cause pour les paysanneries africaines, dénonçant leur exploitation par la fiscalité, la politique des prix et la lourdeur des circuits de commercialisation, le rapport plaide pour un développement accéléré fondé sur l'agriculture. Celle-ci devra promouvoir les cultures d'exploitation et s'intégrer encore davantage dans la dynamique de l'économie mondiale. Le rapport refuse de faire de l'auto-suffisance alimentaire l'objectif principal des agricultures africaines et écrit à ce propos, sans apporter aucune démonstration: «Même si l'on pouvait démontrer que l'accroissement des cultures d'exportation s'est fait au détriment de la production vivrière, il ne s'ensuivrait pas nécessairement qu'une stratégie d'auto-suffisance exige le remplacement des exportations par la production vivrière».

La seconde idée a trait au développement industriel. Au lieu de faire une analyse détaillée des contradictions réelles de l'industrialisation de substitution aux importations en Afrique, le rapport se limite à souligner son coût excessif, sa bureaucratisation et à dénoncer les hauts salaires des ouvriers africains. La conclusion qu'il tire est que la priorité ne devrait plus être donnée à l'industrialisation et qu'en tout état de cause seule l'initiative privée peut conduire une industrialisation moins coûteuse et favorable aux consommateurs, l'Etat devant s'abstenir d'intervenir dans la sphère de la production industrielle. Cette vision des choses révèle le désir d'occulter les réalités industrielles de l'Afrique dont l'industrie, comme nous l'avons démontré ailleurs, est déjà fortement contrôlée par l'étranger dont les pratiques abusives ne sont plus à démontrer.

La troisième idée force du rapport a trait aux politiques commerciales et des taux de change en Afrique. Les auteurs sont convaincus qu'une dévaluation des monnaies et un moindre protectionnisme sont indispensables pour accélérer le développement en Afrique et critiquent violemment le fonctionnement des zones monétaires qui a produit, selon eux, la surévaluation des monnaies et le protectionnisme.

Ce rapport BERG, dont tous les éléments ne sont pas à rejeter, illustre néanmoins une conception inspirée du fondamentalisme : au lieu de mettre au clair tous les prélèvements opérés par l'économie occidentale sur les économies africaines, au lieu d'analyser la nature des dépendances en Afrique, dont la plupart des bureaucraties locales ne sont que le moyen et le symbole, il attribue le sous-développement à des causes internes, à l'absence d'esprit d'entreprise, à l'étatisme, etc... Le jugement formel qui

est porté sur les économies africaines a sa source dans l'aveuglement historique et les préjugés théoriques des auteurs. Les rapports internationaux de dépendance étant occultés, on n'est pas surpris de lire :

*«Les gouvernements africains doivent montrer le chemin car les enjeux de politique intérieure sont déterminants dans la crise, et aucun changement réel n'est concevable si on ne tient pas compte de ces facteurs. La communauté internationale doit, elle aussi, faire des engagements importants. Pour augmenter l'aide, fournir une assistance plus appropriée que dans le passé aux besoins de l'Afrique, et soutenir les programmes de réforme définis par les gouvernements africains. Des réformes soutenues par une augmentation importante des aides promettent une amélioration substantielle des perspectives de croissance dans les années quatre-vingt.»*

Ce rapport est très significatif de la nouvelle vision que la Banque Mondiale, sous l'influence de l'Administration REAGAN, a du monde économique et des moyens du développement. Dans ce contexte général de fondamentalisme, le processus même de Négociations Globales apparaît d'une profonde inutilité aux Américains. Il ne peut, selon eux, aboutir qu'à plus de réglementation, plus d'aide, plus de bureaucratie et donc à plus de gaspillage. C'est la raison pour laquelle ils insistent pour dire que le concept du Nouvel Ordre Economique International a perdu de sa pertinence aux yeux de l'opinion publique américaine. Le propre du fondamentalisme est qu'il est parfaitement insensible à la réalité et le postulat de base est que l'écart par rapport aux résultats attendus ne peut être dû qu'à l'imperfection de l'application des règles de base. Il importe peu que l'économie américaine se débâte à l'heure actuelle dans des contradictions sans fin.

Dans un article récent du Monde, P. FABRA a mis en évidence les contradictions de la politique américaine.

La politique financière de l'Administration américaine reprend aux entreprises ce que la politique fiscale est censée leur donner en raison de la croissance du déficit budgétaire que les dépenses d'armement alourdissent sérieusement et des emprunts réalisés sur les marchés financiers qui entrent en concurrence avec les emprunts lancés par les entreprises. Les Européens en général, et la France en particulier, estiment que cette politique monétaire conduira à l'échec, et en raison de l'interdépendance des économies, constitue un véritable danger pour l'Occident. Dès lors, la hausse des taux d'intérêt ne peut réduire la liquidité de l'économie ni l'endettement des entreprises. De plus, l'incitation à investir des entreprises ne résulte pas automatiquement d'une situation financière plus aisée. En conséquence, la récession se développe aux Etats-Unis de manière très dure comme le révèlent les dernières statistiques sur le chômage dans ce pays.

Les tenants de la théorie expliqueront le chômage par les imperfections du marché. Il importe peu que 50 millions d'individus meurent de faim chaque année dans le Tiers-Monde. Les fondamentalistes imputent cette situation à l'absence de liberté d'entreprise, et le Président REAGAN aime rappeler ou se plaît à rappeler que les pays du Tiers-Monde ayant la plus grande croissance économique sont ceux dans lesquels la liberté

d'entreprise est la plus respectée, abstraction faite du coût social de cette industrialisation dont il n'est jamais question. Ce fondamentalisme pousse aussi les américains à plaider pour le statu quo au sein des Institutions Internationales et à s'opposer à la création d'institutions nouvelles puisqu'ils estiment que celles qui existent suffisent largement pour répondre aux besoins des pays de la communauté internationale, besoins dogmatiquement définis par eux.

## 2. *Le Réformisme Français*

La vision développée à l'heure actuelle par les socialistes français au pouvoir se présente comme fortement opposée à celle des fondamentalistes américains. Elle peut être sommairement résumée de la manière suivante.

Sur le plan interne, la transnationalisation du capital a abouti à la régression des logiques nationales des économies et à la perte par les Etats des moyens de la conduite autonome de leurs politiques économiques, en particulier dans le domaine de l'emploi, du commerce extérieur et de la structure des appareils de production. Les nouvelles autorités françaises ont à plusieurs reprises, et en particulier à l'occasion du débat sur la nationalisation, mis l'accent sur la nécessité de redonner une logique nationale à l'économie française, de reconquérir les instruments de la politique économique, en particulier à travers la consolidation et l'extension du secteur public industriel et financier qui doit être le moyen d'une nouvelle politique économique dans le domaine de l'emploi, du commerce extérieur, de la structure productive, etc... L'interventionnisme français se trouve ici à l'exact opposé du laisser-faire américain. Dans sa première conférence de presse, le Chef de l'Etat Français a mis l'accent, de façon claire, sur ce processus en disant : «Je pense que ces nationalisations nous donneront les outils du siècle prochain et des vingt dernières années de celui-ci. Si cela ne se faisait pas, loin d'être nationalisées, ces entreprises seraient rapidement internationalisées. Je refuse une division internationale du travail et de la production décidée loin de chez nous, obéissant à des intérêts qui ne sont pas les nôtres. Nous ne sommes pas un pion sur l'échiquier des plus puissants que nous. Il faut que ce soit clair : les nationalisations sont, pour nous, une arme de défense de la production française».

Sur le plan international, la vision s'articule autour de trois idées principales.

— Les révoltes populaires dans le Tiers-Monde sont pour la plupart les effets de la misère et de la pauvreté et ne peuvent pas être automatiquement attribuées à des manipulations externes. C'est cette idée qui a constitué le fondement de la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador dont, on sait qu'elle a été violemment rejetée par les Etats-Unis et les régimes militaires latino-américains.

— C'est précisément en ignorant ce fait essentiel de la pauvreté et de l'oppression sociale que l'Occident pousse quasi-obligatoirement les peuples et les pays du Tiers-Monde à rechercher une alliance avec l'Union Soviétique.

— En conséquence, c'est en rééquilibrant l'économie mondiale entre pauvres et riches, en œuvrant pour la mise en œuvre du Nouvel Ordre Economique International, en s'opposant au «chacun pour soi et au marché pour tous», proposés par les américains, qu'on pourra valablement gagner les pays du Tiers-Monde à l'Occident et à la civilisation occidentale.

Faisant allusion au fondamentalisme américain, le Ministre d'Etat, chargé du Commerce Extérieur a pu déclarer : «Il est à la mode, aujourd'hui, de prôner le jeu des forces du marché et l'ingéniosité créative des agents du secteur privé. Dans les cas favorables, l'efficacité de l'initiative privée n'est évidemment pas en cause. Mais sur l'obstacle que lui oppose la pauvreté des pays, on aperçoit trop ses limites et la vanité de s'en remettre à elle seule pour assurer à ces pays développement et indépendance».

Faisant allusion aux raisons internes et internationales du réformisme français, le Ministre des Relations Extérieures a pu déclarer devant les Nations-Unies, puis à Mexico que dans les débats sur les rapports Nord-Sud, la France se considère comme un élément du Sud et qu'il lui apparaissait que les Etats-Unis «avaient une vision hallucinante» des liaisons entre les rapports Est-Ouest et les rapports Nord-Sud.

Sur le plan pratique, le réformisme français a abouti à des actes et à des déclarations qui ne sont pas sans intérêt. Les autorités françaises se sont déclarées prêtes à augmenter substantiellement leur aide publique pour le développement pour atteindre 0,15 % de leur PNB en ce qui concerne les pays les moins avancés et 0,7 % en ce qui concerne l'ensemble des pays du Tiers-Monde. Elles se sont déclarées très favorables à l'organisation des marchés de produits de base et se sont engagées en faveur du lancement effectif, dans le cadre des Nations-Unies, du processus de Négociations Globales.

Concernant le réformisme français, la question centrale qui se pose est celle de savoir si nous sommes en présence d'une stratégie fondamentalement différente de celle des Etats-Unis ou si au-delà des conflits et des divergences à court terme, il n'y a là qu'une tactique différente ayant pour objectif de donner à la France et plus largement à l'Europe sociale — démocrate une place spécifique mais non moins dominante dans l'économie mondiale contemporaine.

### *3. Le Réalisme Soviétique*

L'Union Soviétique, invitée à Cancun, a décliné l'invitation et a attiré l'attention des pays du Tiers-Monde sur le caractère illusoire de la réunion.

Deux raisons sont généralement avancées par l'Union Soviétique et les pays de l'Est pour expliquer leur peu d'enthousiasme à l'égard des débats sur le Nouvel Ordre Economique International. La première est que la responsabilité historique du sous-développement incombe à l'impérialisme et qu'il appartient à l'Occident de corriger les effets de son action passée. La seconde, et peut être la plus substantielle, est que les discussions sur le Nouvel Ordre Economique International s'arrêtent toujours à mi-chemin et que, au lieu de remettre en cause les mécanismes de l'exploitation des peuples et des richesses du Tiers-Monde par l'impérialisme, se limitent à une problématique de l'aide. Dès lors, dit-on, pourquoi l'Union

Soviétique et les pays d'Europe de l'Est assumerait-ils la charge de l'aide lorsque les pays Occidentaux continuent leurs prélèvements sur les économies du Tiers-Monde. Dans ce contexte, une réunion informelle telle que celle de Cancun, ne peut avoir grand intérêt à leurs yeux.

#### 4. *Le Solidarisme du Tiers-Monde*

La position du Tiers-Monde sur les Négociations Globales a été unanime. Selon eux, les Négociations doivent être globales et se dérouler dans un cadre universel, c'est-à-dire avec la participation de tous les Etats de la communauté internationale au sein d'un organisme qui, en l'occurrence ne peut être que l'Assemblée Générale des Nations-Unies ou un organe issu de celle-ci. Sur la substance des négociations, les pays du Tiers-Monde développent l'idée que l'interdépendance des économies n'a de sens que par rapport à l'interdépendance des problèmes et de leurs solutions. Ce point mérite d'être développé. La doctrine dominante de l'interdépendance met essentiellement l'accent sur les bienfaits de la croissance transmise des pays du Nord vers les pays du Sud. Elle se fonde sur l'idée de la croissance des économies des pays du Sud et qu'en conséquence rien ne doit être fait pour la freiner. A titre d'exemple, l'approvisionnement énergétique et en minéraux doit être rendu aisé pour permettre cette croissance. Cette doctrine de la croissance transmise est maintenant sérieusement dénoncée au sein des pays du Tiers-Monde car «une véritable interdépendance ne pourrait être que le résultat du processus de l'instauration du Nouvel Ordre Economique International et non une simple notion parée des atours de l'équilibre et de la réciprocité mais recouvrant en fait des relations d'inégalité, d'exploitation et de dépendance».

A cette conception statique de l'interdépendance, produite par le Nord pour servir ses intérêts, les pays du Tiers-Monde opposent une conception dynamique. A l'interdépendance statique des économies, ils opposent «l'interdépendance qui caractérise la situation économique internationale, interdépendance croissante des problèmes, interdépendance des solutions, interdépendance des nations».

Cette deuxième conception peut se résumer brièvement comme suit ; la croissance transmise est une leurre puisque les périodes de forte croissance du Nord n'ont pas signifié un développement automatique dans le Sud en raison du caractère inégalitaire des structures économiques mondiales.

En conséquence, il faut admettre que la question du développement nécessite une restructuration profonde des rapports internationaux dans laquelle les problèmes du Nord (énergie, matières premières, marchés) ne peuvent être séparés de ceux que le Sud doit aussi régler (matières premières, technologie, commerce, système monétaire et financier).

C'est dans ce sens que, au Sommet de la Havane, les pays Non-Alignés ont pris l'initiative d'appeler à des Négociations Globales au sein des Nations-Unies. Après l'échec de ces Négociations Globales au sein du système des Nations-Unies, les Ministres réunis à New Delhi en Février 1981 ont tenu à réaffirmer que les «pays non-alignés restent disposés à

poursuivre le processus de négociations... tout en réaffirmant le rôle central de l'Assemblée Générale dans le processus de négociations internationales et en répétant que ces négociations doivent se dérouler dans le cadre des Nations-Unies...»

### **3ème PARTIE : LES RESULTATS ET LES PERSPECTIVES**

Même si la réunion de Cancun avait un caractère informel, on peut en apprécier les résultats à travers le Résumé qui a été fait des discussions par les deux co-présidents, mais aussi à travers quelques événements qui ont suivi immédiatement la Conférence et qui éclairent, d'une certaine manière, la nature des résultats acquis.

#### *1. Le Résumé des Discussions*

L'analyse du Résumé des discussions de Cancun fait par les deux co-présidents permet de rendre compte de quelques aspects globaux et sectoriels de ces résultats.

Sur le plan global d'abord, le résultat le plus important a été le consensus qui s'est réalisé sur la nécessité de lancer les Négociations Globales. «Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont confirmé l'utilité et l'urgence d'appuyer, aux Nations-Unies, un consensus sur le lancement de Négociations Globales sur une base mutuellement convenue et dans des circonstances offrant la possibilité de progrès significatif. Certains pays ont insisté pour qu'on ne modifie pas le mandat des institutions spécialisées». Comme on le voit, cette phrase est suffisamment floue pour donner lieu à des interprétations diverses et celles-ci n'ont pas manqué. A titre d'exemple, aucun accord n'est intervenu sur la procédure et le calendrier de lancement des Négociations et selon le Secrétaire d'Etat HAIG, les Etats-Unis continuent à poser trois conditions préalables pour le lancement des Négociations Globales.

— Celles-ci devraient se limiter à l'examen, cas par cas, des trois thèmes du développement des ressources alimentaires et énergétiques, de la libéralisation du commerce et de l'amélioration du climat pour les investissements. Autant dire qu'il ne s'agirait plus de Négociations Globales !

— La procédure doit totalement respecter les compétences, fonctions et pouvoirs des institutions spécialisées. Autant dire que, sur les questions financières et monétaires en particulier, l'universalité de la procédure et les prérogatives de l'Assemblée Générale seraient fortement remises en cause.

— L'objectif des Négociations est d'accélérer la croissance et le développement. La référence à la nécessité de la construction du Nouvel Ordre Economique International se trouve ainsi écartée.

Néanmoins deux idées peuvent être retenues. La première est que le consensus s'est réalisé pour lancer d'urgence les Négociations Globales au sein des Nations-Unies, et ceci a été clairement établi par une déclaration du Chef de l'Etat Français immédiatement après le Sommet de Cancun. Deuxièmement, le maintien et la sauvegarde de la compétence des agences

spécialisées est clairement énoncée par certains pays et tout le problème sera de savoir quelle est la nature du compromis qui aura lieu en vue du lancement effectif des Négociations Globales.

La Délégation Algérienne a fait valoir le point de vue qu'il fallait revenir purement et simplement à la solution de compromis qui avait été établi en Septembre 1980 à la Session Extraordinaire. Cette solution de compromis a consisté à trouver un juste milieu entre les prérogatives des Institutions Spécialisées et celles de la Conférence Générale et la question se pose maintenant de savoir si les Etats-Unis finiront par se rallier à ce compromis laborieusement acquis.

Un deuxième résultat global a été la reconnaissance par tous les participants de l'interdépendance dans le fonctionnement de leurs économies «réflétée dans le fait que la prospérité économique d'un pays ou d'un groupe des pays dépend de plus en plus de l'existence des conditions de stabilité dans les autres pays», Cette formulation de la notion d'interdépendance peut apparaître comme un compromis lorsqu'on sait, comme il a été dit plus haut, que le Tiers-Monde a une vision de l'interdépendance fortement différente de celle des pays occidentaux. En tous cas, il appartient aux exégètes d'interpréter.

Le troisième résultat notable est le regret exprimé par les participants devant l'absence de l'Union Soviétique. En effet, du point de vue des pays du Tiers-Monde, l'absence de l'Union Soviétique ne se justifie qu'à moitié. S'il est clair que la responsabilité historique de l'Union Soviétique et des pays de l'Est n'est pas engagée en matière d'origine et de développement du sous-développement, leur présence est indispensable dans toute discussion sur la restructuration des relations économiques internationales dès lors qu'ils participent à cette économie mondiale soit en qualité d'acheteurs de produits primaires du Tiers-Monde ou de technologies de l'Ouest, soit en qualité de vendeurs d'équipements ou de produits manufacturés ou encore en qualité d'emprunteurs sur les marchés financiers internationaux. Dans tous ces cas, ils sont réellement ou potentiellement partenaires ou concurrents du Tiers-Monde.

Comment accroître la coopération et réduire la concurrence entre eux et les pays du Tiers-Monde est bien une des questions importantes de la construction du Nouvel Ordre Economique International.

Le quatrième résultat de Cancun a consisté à déplorer que des ressources importantes consacrées aux armements ne le soient pas à des fins de développement.

Comme on le voit, au niveau des résultats globaux, un certain malaise a subsisté et on ne peut pas affirmer que le lancement effectif des Négociations Globales dans un cadre universel au sein des Nations-Unies soit définitivement acquis. Néanmoins, une obligation morale a été souscrite par les pays occidentaux en vue de ce lancement.

Il n'est pas inutile d'analyser maintenant quelques résultats sectoriels.

Le Résumé de la Conférence donne quelques informations sur les résultats sectoriels acquis.

— Dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement agricole, la Conférence a estimé que la lutte contre la faim est devenue un impératif. Il s'agit d'abord d'un défi interne même si l'aide technique et financière internationale est nécessaire. On admet aussi que des politiques démographiques actives pourront faciliter la lutte contre la faim et, du côté de l'offre, on met l'accent sur la nécessité de développer l'intensification de la production agricole. Il est notable que les discussions sur les problèmes alimentaires semblent avoir été les plus importantes si l'on en croit la place qu'ils occupent dans le Résumé. On doit néanmoins noter une ambiguïté dans le texte qui contient un éloge implicite des Révolutions Vertes dont les résultats sont rien moins que probants pour les pays du Tiers-Monde.

— Dans le domaine des produits de base, du commerce et de l'industrialisation, la Conférence a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du Programme intégré des produits de base, la nécessité d'améliorer le Système généralisé des préférences tandis qu'un certain nombre de participants, probablement du Tiers-Monde, ont mis l'accent sur la nécessité urgente des ajustements industriels dans le Nord.

On peut noter à ce propos que certaines suggestions de la Délégation Algérienne ayant trait au coût du transfert de technologie et au prix des équipements importés n'ont pas été retenues dans le texte final alors que, bien évidemment, au-delà de l'accès au marché, l'industrialisation du Tiers-Monde se heurte à des obstacles technologiques et financiers considérables que la Conférence de Cancun n'a pas pris en compte.

— Dans le domaine de l'énergie, l'accent a d'abord été mis sur le caractère global du problème énergétique qui ne peut pas être réduit à la question pétrolière. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité de faire évoluer simultanément les structures de l'offre et de la demande énergétiques mondiales. De même, certains participants ont défendu l'idée de la mise en place d'une filiale Energie au sein de la Banque Mondiale qui contribuerait au financement des investissements énergétiques dans le Tiers-Monde. Le débat sur la filiale Energie semble avoir été important puisque son existence conduit à la fois à empiéter sur le champ de l'initiative privée et nécessairement à remettre en cause le système des pouvoirs propre à la Banque Mondiale.

En effet, si les pays du Nord semblent en accepter le principe c'est sous réserve d'un financement par les pays pétroliers sans contre-partie dans le système des décisions (1). On notera aussi, à ce propos, que la philosophie même du développement énergétique est l'objet de controverses. Tandis que les pays du Nord insisteraient plus volontiers sur un développement énergétique lié d'abord au développement rural et à la satisfaction des

---

(1) *L'Arabie Séoudite n'a pas manqué de rappeler sa contribution financière à la Banque Mondiale et au FMI. Pendant la période 1976-1980 ce pays a prêté 3 milliards de dollars à la Banque Mondiale et près de 8 milliards de dollars au FMI. Au printemps 1981, il a encore prêté 10 milliards de dollars au FMI.*

fameux « besoins fondamentaux » les pays du Tiers-Monde ont une vision plus globalisante liant le développement énergétique à une transformation plus profonde des structures économiques par une industrialisation systématique, etc...

Enfin, l'inévitable demande de consultations et d'échanges d'informations entre pays producteurs et pays consommateurs a été formulée par les pays du Nord, à propos du problème de l'énergie.

— A propos des problèmes monétaires et financiers, si les débats semblent avoir été à la fois complets et importants, les conclusions de la Conférence sont d'une sécheresse épouvantable puisqu'il est simplement dit « plusieurs suggestions ont été notées pour améliorer la coopération financière internationale ». On ne peut pas avoir été en plus grand désaccord sur un problème dont on a certainement pas fini de parler.

Après la Conférence, il n'est pas inutile pour apprécier les effets de Cancun de rendre compte de quelques événements importants sur la scène internationale qui se sont produits au cours des dernières semaines.

## *2. Les Lendemain de la Conférence*

### *Au Sein des Nations-Unies*

Deux faits notables doivent être retenus. En premier lieu, il y a eu l'impasse dans la désignation du nouveau Secrétaire Général des Nations-Unies. On sait que sur initiative du groupe Africain, le Tiers-Monde a fini par se rallier, en règle générale, à la candidature du Ministre Tanzanien des Affaires Etrangères. Cette candidature s'est heurtée au veto des Etats-Unis, tandis que celle de M. WALDHEIM s'est heurtée à celui de la Chine qui, dans ce domaine, estime nécessaire de désigner un Secrétaire Général issu des pays du Tiers-Monde.

On ne peut évidemment séparer le problème du Secrétaire Général des Nations-Unies de la question du lancement et du déroulement des Négociations Globales au sein des Nations-Unies, et le veto américain à cette candidature du Tiers-Monde est significatif des précautions qu'ils désirent prendre dans ce processus de Négociations Globales, s'il a lieu. Parallèlement au sein des Nations-Unies, un débat va s'engager à nouveau au cours de la présente session sur le lancement des Négociations Globales, débat au cours duquel on mesurera l'efficacité de l'esprit de Cancun. On sait déjà que deux Résolutions ont été présentées à ce sujet, l'une épousant au plus près les thèses du Tiers-Monde, l'autre se rapprochant des thèses américaines et de leurs fameuses conditions préalables.

### *Au Sein de l'OPEP*

Sans que l'on puisse dire que les réunions de l'OPEP ont été directement influencées par les résultats de Cancun, on doit néanmoins noter qu'à Genève, fin octobre 1981, la tendance a été à la modération, et le gel des prix à 34 dollars le baril jusqu'à la fin de 1982 ne peut avoir de sens que si, par ailleurs, dans d'éventuelles Négociations Globales, les pays du Tiers-Monde, mais aussi ceux de l'OPEP, obtiennent des contre-parties

toutes aussi substantielles. Faute de quoi, il s'agira d'un véritable cadeau fait par les pays pétroliers à l'économie occidentale. Cette tendance à la modération a été confirmée au cours de la réunion toute récente à Abu Dhabi, en Décembre 1981.

La question demeure de savoir ce que sera l'attitude de l'OPEP, et en particulier de l'Arabie Séoudite, au sein de l'OPEP, si les Négociations Globales piétinent. On sait que l'une des motivations de la position de l'Arabie Séoudite au sein de l'OPEP est la crainte d'une substitution rapide d'autres sources d'énergie au pétrole, ce qui aboutirait à geler les réserves importantes de ce pays. Même si cette crainte est justifiée, il n'en est pas moins sûr que c'est bien dans la période pétrolière et gazière que le Tiers-Monde disposera d'atouts pour imposer une modification des rapports économiques internationaux. Au-delà, ces modifications s'imposeront de toutes manières mais certainement d'une manière plus violente.

### **La Conférence de Paris**

La Conférence Franco-Africaine de Paris a réuni récemment 33 pays parmi lesquels des pays africains non-francophones et en particulier l'Angola.

Après que la France ait rappelé son engagement en faveur du processus des Négociations Globales au sein des Nations-Unies et sa volonté d'accroître l'Aide Publique au Développement au niveau de 0,7 % de son PNB, on peut noter dans le texte final de la conférence Franco-Africaine les éléments suivants.

a) Les participants à la conférence ont accueilli favorablement les conclusions de Cancun à propos de la sécurité alimentaire et du développement agricole, mais passent sous silence les autres conclusions, ce qui reflète peut être bien la déception face aux conclusions de Cancun dans les autres domaines abordés, en particulier ce qui intéresse le plus le continent africain, à savoir la valorisation des produits de base et l'aide publique au développement.

b) Un deuxième élément est l'exigence de la stabilisation des cours des produits de base, en particulier par la mise en œuvre du Programme Intégré de la CNUCED. De plus, la Conférence a insisté sur la nécessité de consolider et de développer les mécanismes de Stabex et de Sysmin en faveur des pays africains, et en particulier les moins avancés d'entre eux.

c) Le troisième élément est un appel à la solidarité financière internationale conformément aux résultats de la Conférence de Paris sur les PMA.

Ces résultats de la conférence de Paris appellent des remarques qui peuvent éclairer d'une certaine manière le réformisme français.

La première remarque est que l'effondrement du Stabex résultant de l'inadéquation entre les ressources financières prévues et l'ampleur de la chute des recettes d'exportation des pays africains n'a pas conduit encore à une réflexion de fond sur la crédibilité à long terme des mécanismes de

type Stabex ou Sysmin. A titre d'exemple, pour 1980, les autorités communautaires n'ont honoré que 50 % des déficits enregistrés par les pays ACP. Ces derniers ont présenté des demandes justifiées pour 1,5 milliard de francs mais la CEE n'a pu respecter ses engagements qu'à hauteur de 660 millions. En réalité, tout le monde admet que le Stabex ne peut jouer son rôle que lorsque les fluctuations des cours des produits de base sont peu amples. Dans ce cas, on admettra que Stabex ne peut fonctionner que si les accords internationaux sur les produits de base existent déjà et fonctionnent. A l'heure actuelle, seul l'accord sur le caoutchouc fonctionne correctement. Les Etats-Unis, et dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne et l'Allemagne Fédérale s'opposent à l'extension de ce type d'accord. Ceci montre bien les limites intrinsèques de ce type d'accord. En outre, le Stabex ne constitue pas un facteur réel du développement pour le Tiers-Monde. Il favorise les productions destinées à l'exportation et les compensations financières sont plus un soutien aux balances de paiements qu'une aide aux producteurs. Sur ce point au moins, l'analyse du rapport BERG n'aura pas été inutile.

La deuxième remarque est que la Conférence reste silencieuse sur les mécanismes concrets par lesquels les pays africains entendent parvenir à un contrôle du marché de leurs produits de base, en particulier pour le café, le cacao, le thé, et dans quelle mesure la France qui s'est par ailleurs engagée à remettre en cause le poids des monopoles sur ces marchés, peut apporter son aide à ce contrôle.

Enfin, la troisième remarque est que la Conférence est restée silencieuse sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter d'abord et annuler ensuite les effets négatifs pour le développement africain de la présence des intérêts français en Afrique dans tous les domaines. L'impérialisme français en Afrique peut apparaître ainsi comme un obstacle majeur à la réalisation du projet de refonte des rapports économiques internationaux auxquels le pouvoir socialiste a apporté sa pleine adhésion. Celui-ci devra certainement préciser ses intentions vis-à-vis de notions tels que le dialogue Euro-arabe, le Trilogue, etc... Il devra certainement, et on admettra sans peine que ce n'est pas chose facile, se donner les moyens financiers et industriels internes pour fonder valablement, et à long terme, les bases d'une politique de coopération avec le Tiers-Monde.

Les difficultés à court terme que connaît et connaîtra encore certainement l'économie française ne peuvent être totalement reportées sur les partenaires les plus fragiles de la France. La restructuration si nécessaire de l'économie française, les réformes de structure permettront peut être d'ouvrir la voie à une coopération excluant l'inégalité.

## CONCLUSION

Le Sommet de Cancun a révélé, d'une certaine manière, l'état des rapports de forces internationaux. Il n'est pas exagéré de dire que le Tiers-Monde traverse, à l'heure actuelle, une période de relative faiblesse qui a succédé à une époque de relative puissance marquée par la victoire de l'OPEP, le lancement du thème du Nouvel Ordre Economique International,

eux-mêmes portés sur la scène de l'histoire par les victoires politiques des peuples en Asie, en Afrique et en Amérique Latine.

La crise de l'économie mondiale a incontestablement réduit la puissance des nationalismes économiques et a affaibli quelque peu les solidarités au sein de l'espace Sud.

L'Occident aveuglé par ce constat de court terme peut nourrir l'illusion de faire durer cette situation d'interdépendance inégale pendant longtemps. En réalité, l'extension de la faim, de la pauvreté et de la marginalisation sociale produiront nécessairement les mêmes effets.

Les révoltes populaires et les bouleversements politiques qui se préparent dans le Tiers-Monde ne manqueront pas de transformer les données politiques internes, puis internationales du fonctionnement de l'économie mondiale. Les solutions illusoire qui sont présentées, ici ou là, dans le cadre d'une division internationale inégale du travail pourront peut être voiler partiellement la nature des vrais problèmes mais ne pourront certainement pas les résoudre. Dans ce cas, sauf à croire qu'on résoudra les problèmes par des génocides il faudra bien que les forces de progrès au Sud, au Nord et à l'Est trouvent, chacune chez soi, et ensemble, les moyens d'une restructuration véritable de l'ordre économique actuel.